



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES
Direction des Affaires Financières et de la Politique d'Achat
Pôle des Achats
2 rue du Thabor
CS 46510
35043 RENNES CEDEX

Objet du marché :

Fourniture d'équipements, consommables et matériel de second-œuvre

CCP numéro : 2024020AOF

établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5

- Version établie en date du 19/12/2024

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 FORME DES MARCHES	6
1.2.1 LOT N° 01 : QUINCAILLERIE	6
1.2.2 LOT N° 02 : ELECTRICITE	6
1.2.3 LOT N° 03 : PLOMBERIE	6
1.3 ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	6
1.3.1 LOT N° 02 : ELECTRICITE	6
1.3.2 LOT N° 03 : PLOMBERIE	6
1.4 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	6
1.5 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	7
1.5.1 LOTS	7
1.5.2 TRANCHES	7
1.5.3 PHASES	7
1.6 DURÉE DU MARCHÉ	7
1.7 SOUS-TRAITANCE	7
1.8 MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE DE FOURNITURE	7
1.9 CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)	7
1.10 INTERVENANTS	8
1.10.1 RESPONSABLE CHARGE DE REPRESENTER LE TITULAIRE	8
1.10.2 REPRESENTATION DE L'UR	8
2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	8
2.1.1 PIÈCES GÉNÉRALES	8
2.1.2 PIÈCES PARTICULIÈRES	8
2.2 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES	8
3. ÉVOLUTION DES PRESTATIONS	8
4. CLAUSE DE REEXAMEN	9
5. EXTRANET	9
6. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION	9
6.1 PÉRIMÈTRE DES MATÉRIELS	9
6.2 PROJET DE COMMANDE ET ÉTABLISSEMENT DES DEVIS	9
6.3 DÉLAIS DE LIVRAISON	10
6.4 CONDITIONS DE LIVRAISON	11
6.4.1 EMBALLAGE	11
6.4.2 TRANSPORT	11
6.4.3 MODE DE LIVRAISON	11
6.4.4 LIEUX D'EXECUTION	11
6.4.5 INFORMATIONS TECHNIQUES	11
6.5 MODALITÉS DE COMMANDE	12

6.6	DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR	12
7.	<u>PRIX ET REGLEMENT</u>	<u>12</u>
7.1	CONTENU ET FORME DES PRIX	12
7.2	PRIX NOUVEAU	12
7.3	PRIX DES REGLEMENTS	13
7.4	AVANCE	13
7.5	MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES	13
7.5.1	PAIEMENTS PARTIELS	13
7.5.2	DEMANDE DE PAIEMENT	13
7.5.3	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
7.5.4	FACTURATION ELECTRONIQUE	14
7.5.5	PAIEMENTS	14
7.6	PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS	14
7.6.1	CO-TRAITANTS	14
7.6.2	SOUS-TRAITANTS	14
7.7	DELAI DE PAIEMENT	14
7.8	INTERETS MORATOIRES	14
8.	<u>RECEPTION ET GARANTIES</u>	<u>15</u>
8.1	OPERATIONS DE VERIFICATION	15
8.2	DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION	15
8.3	DECISION APRES VERIFICATION	15
8.4	ADMISSION DES FOURNITURES	15
8.5	TRANSFERT DE PROPRIETE	15
8.6	GARANTIES DES FOURNITURES	15
9.	<u>PENALITES</u>	<u>15</u>
9.1	GENERALITES SUR LES PENALITES	15
9.2	PENALITES DE RETARD	16
9.3	PENALITES D'INDISPONIBILITE	16
9.4	TRAVAIL DISSIMULE	16
10.	<u>RESILIATION DU MARCHE</u>	<u>16</u>
11.	<u>ASSURANCES</u>	<u>17</u>
11.1	ASSURANCES DU TITULAIRE	17
11.2	ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE	17
12.	<u>CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES</u>	<u>17</u>
12.1	CONFIDENTIALITE	17
12.2	PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
12.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	17
13.	<u>DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE</u>	<u>18</u>

<u>14.</u>	<u>REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES</u>	<u>18</u>
<u>15.</u>	<u>DEROGATION CCAG</u>	<u>18</u>

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Particulières, désigné ci-après en abrégé par les initiales CCP a pour objet la définition des prescriptions générales qui sont applicables au présent marché (ci-après le « Marché »).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent la fourniture ci-dessous désignée :

Fourniture d'équipements, consommables et matériel de second-œuvre

Les fournitures objet du présent appel d'offres sont destinées à la maintenance préventive et curative de bâtiments universitaires (enseignement, recherche), opérations de petits travaux de rénovation mises en œuvre par les services techniques de l'Université de Rennes. L'approvisionnement est principalement opéré par le(s) magasin(s) techniques de l'Université.

Conformément aux dispositions de l'article R2111-4 du CCP, les solutions proposées par le candidat doivent être conformes aux normes et autres documents tels que les agréments ou référentiels techniques énoncés dans le bordereau des prix unitaires, ou respecter de manière équivalente ces spécifications. Il appartient au candidat d'apporter la preuve, dans son offre, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente les spécifications techniques formulées par référence à des normes et autres documents techniques

Afin de garantir le bon fonctionnement des installations existantes, le(s) titulaire(s) s'oblige(nt) à proposer du matériel des différentes marques exigées par le pouvoir adjudicateur et mentionnées comme telles au bordereau des prix unitaires lorsqu'elles sont nécessaires au bon fonctionnement des installations pour des raisons techniques et de compatibilité.

Les fournitures non expressément mentionnées au bordereau des prix unitaires (BPU en annexe 1 à l'acte d'engagement) mais néanmoins constitutives de l'objet du présent accord-cadre verront leur prix déterminé en fonction du tarif catalogue «fabricant» ou tarif public, les références de ce dernier étant indiquées (chemin d'accès et code d'accès éventuel) à l'annexe 2 à l'acte d'engagement (cadre de remise) par le soumissionnaire lors de la remise de son offre, affecté d'un taux de remise consenti exprimé en % dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Les besoins concernent principalement la Direction de l'Immobilier et de la Logistique de l'université de Rennes (DIL) et peuvent être étendus à des usages des différents services, composantes, unités de formation et de recherche.

Pour l'achat et le stockage de ces fournitures, l'Université de Rennes s'appuie principalement sur un magasin géré par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique, positionné sur le campus de Beaulieu à Rennes. Ce magasin concentre la très grande majorité des achats de fourniture de matériel technique de l'Université et fournit l'ensemble des sites Rennais - hors celui de l'IUT de Rennes (Clos Courtel) - et des sites de Paimpont, Monterfil et Bailleron.

Certaines entités de l'Université disposent d'équipes techniques locales pour des raisons fonctionnelles et/ou institutionnelles. C'est le cas pour l'IUT de Rennes, l'IUT de Saint Malo, l'IUT de Saint Briec, l'IUT et l'ENSSAT de Lannion. Ces entités représentent un volume d'achat plus faible mais peuvent utiliser le présent marché pour leurs besoins. Les réalités d'acheminement, de l'urgence et du besoin de conseil peuvent permettre à ces entités de déroger à la règle et de solliciter les fournisseurs locaux.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés susvisés de la présente consultation est le :

CCAG « Fournitures Courantes et de Services » (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

Adresse de livraison des fournitures :

Désignation	Adresse de livraison	Correspondant Université de Rennes
Campus de Rennes : - Beaulieu - Villejean - Centre - Station Biologique de Paimpont - Station biologique de Bailleron - Station expérimentale de Monterfil	Campus de Beaulieu Bâtiment 19 19 All. Jean Perrin, 35700 Rennes	Sébastien Léveil Responsable magasins internes Université de Rennes Direction de l'Immobilier et de la Logistique Pôle Support Technique +33 (0)2 23 23 69 54 sebastien.leveil@univ-rennes.fr
IUT de Rennes	3 Rue du Clos Courtel CS 20602 35706 Rennes CEDEX 7	Laurent Delavier Responsable service logistique et maintenance Université de Rennes +33 (0)2 23 23 55 24 +33 (0)6 49 79 25 13 laurent.delavier@univ-rennes.fr
IUT de Saint-Malo	Rue de la Croix Désilles CS 51713 35417 Saint Malo	Philippe Hue Coordinateur Technique Université de Rennes 02.99.21.95.89 06.76.78.93.07 philippe.hue@univ-rennes.fr
IUT de Saint-Brieuc	18 rue Henri Wallon B.P. 406 22004 Saint Brieuc	Hugues Marlier Chef d'exploitation Université de Rennes 02 96 60 96 29 06 07 97 57 64 hugues.marlier@univ-rennes1.fr
IUT de Lannion	Rue Edouard Branly BP 30219 22302 Lannion	Séverine HAESAERT Service Immobilier Logistique Prévention Université de Rennes +33 (0)2 96 46 94 73 +33 (0)7 61 99 73 73 severine.haesaert@univ-rennes.fr
ENSSAT de Lannion	6 rue de Kerampont CS 80518 22305 Lannion	Serge Le Flécher Service Immobilier Logistique Prévention Université de Rennes 02 96 46 90 14 06 30 52 82 81 serge.le-flecher@enssat.fr

Les besoins concernent principalement la Direction de l'Immobilier et de la Logistique de l'université de Rennes (DIL) pour laquelle l'adresse de livraison est :

Campus de Beaulieu
Bâtiment 19
19 All. Jean Perrin, 35700 Rennes

Le présent appel d'offres couvre tous les sites potentiellement concernés de l'Université de Rennes ou susceptibles d'être intégrés par avenant ou clause de réexamen pendant la durée d'exécution des marchés susvisés

1.2 FORME DES MARCHES

1.2.1 Lot n° 01 : Quincaillerie (multi-sites)

Le marché susvisé est un **accord-cadre mono attributaire à bons de commande** sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

1.2.2 Lot n° 02 : Electricité (Département 35 exclusivement)

Le marché susvisé est un **accord-cadre multi attributaire** à bons de commande sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles L.2124-2, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

Ce lot donnera lieu à un accord-cadre avec **3 Titulaires Maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres), avec une remise en concurrence sur critère prix sauf cas de panne urgent nécessitant un critère de délai.

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

1.2.3 Lot n° 03 : Plomberie (multi-sites)

Le marché susvisé est un **accord-cadre multi attributaire** à bons de commande sans minimum mais avec un maximum, suivant les dispositions des articles L.2124-2, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le maximum prévu est le suivant : 2 000 000 € HT sur toute la durée du marché reconductions comprises.

Ce lot donnera lieu à un accord-cadre avec **3 Titulaires Maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'UR peut émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre et ce jusqu'au dernier jour de la période du marché en cours de validité.

1.3 ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

1.3.1 Lot n° 02 : Electricité (Département 35 exclusivement)

L'émission des bons de commande s'effectue avec remise en concurrence préalable des Titulaires. Les bons de commande seront attribués aux différents fournisseurs retenus en tenant compte de la conformité du produit et du prix proposé lors des demandes de devis adressées à l'ensemble des titulaires du lot concerné, sauf cas de panne urgent nécessitant un critère délai.

La passation des commandes s'effectuera par demandes de devis adressées aux points de contact et référents définis par chaque titulaire, et l'attribution des bons de commande s'effectuera suivant les meilleurs prix proposés par ceux-ci, à l'exception des cas d'urgence où un critère de délai pour la livraison sera analysé par les services techniques de l'Université.

Il importe par voie de conséquence que les titulaires de l'accord-cadre soient en mesure de proposer un service commercial dédié au regard de ces attentes pendant toute la durée du marché.

Nota : les prix de l'accord cadre sont des prix plafonds de référence, exprimés en euros HT et TTC, et mentionnés dans l'annexe financière (BPU) jointe au présent accord-cadre et complétée par le Titulaire. Dans le cadre de la remise en concurrence, le Titulaire ne pourra proposer qu'un prix égal ou inférieur aux prix plafonds de l'accord cadre pour les produits qui y sont listés. Pour les produits non listés au BPU de l'accord-cadre, les titulaires s'engagent à appliquer sur leurs prix publics à minima la remise consentie dans le cadre du BPU de l'accord-cadre.

1.3.2 Lot n° 03 : Plomberie (multi-sites)

Les bons de commandes sont attribués selon la méthode dite en cascade :

La méthode d'attribution dite « en cascade » fait appel en priorité aux titulaires les mieux-disants. L'acheteur contacte le titulaire classé en première position à l'analyse des offres et si ce dernier ne peut répondre avec le produit demandé dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse au titulaire dont l'offre a été classée seconde et ainsi de suite.

Il importe par voie de conséquence que les titulaires de l'accord-cadre soient en mesure de proposer un service commercial dédié au regard de ces attentes pendant toute la durée du marché.

1.4 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

D'après les articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties. L'envoi d'un courrier électronique avec accusé-réception est un moyen conforme de notification.

Le présent marché s'exécute par l'émission de bons de commande conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Pour rappel les bons de commande n'ont pas d'obligation de signature. Ils pourront être envoyés par voie électronique avec accusé-réception.

1.5 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

1.5.1 Lots

Les fournitures font l'objet de **trois (3) lots** traités par marchés séparés et définis comme suit :

Lots	Désignation
01	Quincaillerie (multi-sites)
02	Electricité (Département 35 exclusivement)
03	Plomberie (multi-sites)

1.5.2 Tranches

Sans objet

1.5.3 Phases

Sans objet

1.6 DUREE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'1 an.

Il est prévu la possibilité de trois (3) reconductions à la date anniversaire des marchés pour une durée d'une année supplémentaire par reconduction tacite, sans que la durée totale puisse excéder quatre (4) ans.

Sauf stipulation contraire, la reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le(s) marché(s) concerné(s) en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, deux mois minimum avant la date anniversaire des marchés.

1.7 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée.

1.8 MARCHÉ COMPLEMENTAIRE DE FOURNITURE

Suivant les dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, ce marché pourra donner lieu à un nouveau marché pour la livraison de fournitures complémentaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des fournitures à livrer ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'un BPU dans les délais fixés par l'acheteur ;
- Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le C.C.A.P. N° 2024043PAF.

Ce marché de fournitures complémentaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.9 CERTIFICAS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)

L'entreprise retenue ne peut prétendre à l'utilisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) correspondants aux travaux de son marché, celle-ci étant réservée au maître d'ouvrage.

L'entreprise s'engage à fournir au maître d'ouvrage les pièces justificatives nécessaires ainsi qu'une facture contenant la marque et la référence des matériels et matériaux visés par les CEE.

1.10 INTERVENANTS

1.10.1 Responsable chargé de représenter le titulaire

La bonne exécution des prestations suppose que **le Titulaire n'affecte à l'accord-cadre qu'un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'Université de Rennes (l'UR).**

Le nom et les coordonnées professionnelles de celui-ci sont spécifiés par le Titulaire dans son acte d'engagement remis en vue de l'attribution de l'accord-cadre.

Le responsable est l'interlocuteur unique de l'UR auprès de laquelle il est chargé de représenter le Titulaire. Il devra notamment :

- mettre à disposition les moyens humains et matériels nécessaires pour la bonne exécution des prestations objets des bons de commandes conclus sur le fondement du présent accord-cadre ;
- recevoir la notification des bons de commandes relatifs aux prestations désigné par l'UR ;
- assurer le devoir d'information du Titulaire envers l'UR ;
- participer aux réunions diverses qui pourront être organisées par l'UR (toute absence du responsable devra être dûment justifiée par le Titulaire).

1.10.2 Représentation de l'UR

L'identité des personnes chargées du suivi de l'exécution des prestations sera communiquée au titulaire lors de la notification des bons de commande.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

2.1.1 Pièces générales

Les pièces générales ci-après ne sont pas jointes au dossier de marché mais le Titulaire déclare les connaître et reconnaît leur caractère contractuel.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0 tel que défini au présent CCP et, notamment le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

2.1.2 Pièces particulières

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 (BPU) et 2 (remise sur catalogue)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) applicable aux prestations objet du marché
- L'offre technique du titulaire (Dossier technique ou mémoire méthodologique)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande adressés par le Maître d'Ouvrage au Titulaire
- Les devis adressés par le Titulaire au Maître d'Ouvrage

2.2 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Dès la signature et la transmission du marché au contrôle de légalité, le maître d'ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire, sur sa demande, une copie certifiée conforme de l'original du marché portant la mention « exemplaire unique ». Il en est de même dès leur signature et transmission, pour les avenants et les actes spéciaux.

Le maître d'ouvrage délivre, également sans frais, les pièces qui sont nécessaires au mandataire du groupement, aux cotraitants groupés et aux sous-traitants payés directement, pour la cession de leurs créances.

3. EVOLUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché d'apporter des modifications sur les produits prévus au marché, cela en vue de leur amélioration. Les conditions ci-après doivent cependant être respectées.

Toute disparition d'un produit prévu au présent marché fait l'objet d'une proposition de remplacement par le titulaire, sous réserve qu'il s'agisse d'un produit au moins équivalent à celui du produit remplacé et respectant les normes en vigueur. Le prix des produits concernés doit être, au plus, égal au prix de ceux prévus initialement au bordereau de prix.

Dans tous les cas, le titulaire est tenu d'informer la DIL de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur les produits prévus au marché et de demander un accord, au minimum un mois à l'avance et par courrier électronique avec accusé de réception.

Si aucune observation n'a été formulée dans le délai d'un mois à compter de la réception de ce courrier, les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

4. CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 et dans le respect de l'article L. 2194-2 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre intègre des clauses de réexamen tel que défini ci-après.

En cours d'exécution, l'UR se réserve la possibilité de modifier le périmètre et/ou les prestations prévues initialement pour chaque lot, en vue d'assurer la continuité de ses missions de service public.

Ces modifications contractuelles ne seront possibles que dans les conditions suivantes :

- Fournitures nouvelles définies lors de réunions organisées avec le titulaire à la demande de l'UR en vue de réorganiser, ajuster, moduler la prestation sur certains ou la totalité des sites ;
- Fournitures ponctuelles non prévues initialement mais en lien avec l'objet du marché à la demande de l'UR ;
- Nouveaux sites et points de livraison, et/ou déplacement des sites et points de livraison ;
- Nouveaux services, composantes, unités de formation et de recherche ;
- Modifications ou ajustements devenus nécessaires s'agissant de la clause relative aux révisions de prix ;
- Cession de marché en cas de modification dans la raison juridique de la personne publique ou du titulaire, modification dans la composition du groupement titulaire du marché (changement de mandataire, de cotraitant) le cas échéant.

La modification du périmètre et/ou des prestations prévues initialement pourra être revue à la hausse comme à la baisse.

L'UR communique alors par courriel au titulaire le projet de modification qui prendra la forme d'un avenant au contrat ou d'un bon de commande en cas de prestations ou fournitures ponctuelles. Le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour la lui retourner complétée et signée.

L'acceptation de l'avenant ou du bon de commande par l'opérateur économique sera matérialisée par la signature de son représentant légal ou son délégataire et par sa notification auprès du titulaire.

Dans l'hypothèse où le titulaire refuse cette demande de modification, il doit présenter par écrit les raisons qui selon lui s'opposent à cette opération. Si les motifs présentés par le titulaire ne paraissent pas recevables, l'établissement se réserve la possibilité de résilier unilatéralement et sans indemnité le contrat, par dérogation aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

5. EXTRANET

Le Titulaire mettra à disposition de l'Université de Rennes un portail web-services ou extranet dédié.

6. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

6.1 PERIMETRE DES MATERIELS

La gamme proposée par les candidats devra être la plus large possible : produits courant ou standard, produits à la marque et/ou équivalent, avec une actualisation possible du catalogue proposée une à plusieurs fois par an.

6.2 PROJET DE COMMANDE ET ETABLISSEMENT DES DEVIS

Les fournitures demandées font l'objet d'un devis préalable à la commande :

- Pour le lot 02.
- Pour des produits non référencés au catalogue électronique le cas échéant.

L'établissement du devis est gratuit et réputé inclus dans les prix unitaires.

L'absence d'acceptation d'un devis – devis sans suite – ne donne pas lieu à une indemnité pour le titulaire.

La DIL effectue une demande écrite et s'assure de la bonne réception de celle-ci : message électronique avec accusé de réception.

Cette demande spécifie :

- la désignation et la référence des fournitures ;
- la quantité par référence ;
- l'adresse de livraison.

Le délai maximal pour remettre un devis est de 2 jours calendaires à compter de la date de cette demande.

Si le devis n'est pas conforme, il sera retourné au titulaire pour rectification. Le délai continue à courir tant que le devis n'est pas jugé recevable sur la forme par le service prescripteur.

Le non-respect des délais entraîne une pénalité détaillée à l'article 9.2 du présent CCP.

La DIL dispose d'un délai maximum de trente jours (30) jours pour accepter le devis et émettre son bon de commande. Au-delà de ce délai, le titulaire ne saurait être tenu au maintien de son offre.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix dont le libellé est détaillé dans l'acte.

Les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande.

Le devis doit mentionner :

- Le numéro et l'intitulé du marché.
- Pour chaque ligne, références du BPU (code article), prix unitaire HT, quantité, prix public de la fourniture lorsqu'elle est facturée à part, avec remise et prix total HT du devis
- le cas échéant, remise figurant à l'annexe 3 de l'Acte d'Engagement ;
- Le nom de la personne qui sollicite le devis.
- Le délai de livraison sur lequel le Titulaire s'engage
- Le montant total HT après remise.
- Le taux et le montant de la T.V.A. en vigueur.
- Le montant total Toutes Taxes Comprises

6.3 DELAIS DE LIVRAISON

Les prestations devront être exécutées dans des délais et conditions figurant dans les devis émis par le titulaire :

- soit sous forme de livraison ou de mise à disposition dans les sites définis par le prestataire ;
- soit sous forme de réponse négatifs (rupture de stock, ...).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les délais moyens attendus seront de 24H à 48H livré sur site à compter de la commande pour les lots 01 et 02.

Le délai maximal attendu sera de 24H livré sur site à compter de la commande pour le lot 03.

Le délai de livraison part à compter de la date de réception de la commande par mail.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de la livraison des fournitures à l'adresse spécifiée sur le bon de commande

Le non-respect des délais entraîne une pénalité détaillée à l'article 9.2 du présent CCP.

Au-delà du délai défini pour chaque bon de commande, en cas de non-livraison, l'Université de Rennes se réserve le droit d'annuler la commande sans indemnité.

Les produits ne correspondant pas à la commande, défectueux ou mal adressés seront tenus à la disposition des titulaires pendant 3 semaines maximum. Ces derniers s'engagent à reprendre les produits, ou à les faire reprendre, à leurs frais sans avance de la part de l'Université.

Les candidats indiqueront les moyens mis à disposition de leurs clients pour suivre l'exécution de leurs commandes et connaître leur situation.

Si le titulaire de l'accord-cadre ne peut effectuer la livraison dans le délai prévu, il est tenu d'informer l'émetteur de la commande à réception de celle-ci, en lui indiquant le/s motif/s. La justification du retard peut être acceptée par l'Université de Rennes conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

L'Université de Rennes se réserve la possibilité d'annuler une commande sans indemnité, en cas de non-respect des délais de livraison par le titulaire, les pénalités de retard restant dues.

6.4 CONDITIONS DE LIVRAISON

Chaque titulaire doit s'engager auprès de l'Université de Rennes à mettre en place et à exposer clairement les procédures de suivi de la commande ainsi que du suivi des livraisons et de l'exécution des prestations complémentaires si elles sont prévues dans le lot.

Il indiquera le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du marché. L'Université de Rennes attachera de l'importance à ce que cette personne soit l'interlocuteur régulier des responsables de commandes.

6.4.1 Emballage

L'emballage des fournitures devra être réalisé dans des conditions telles que tout risque de détérioration au cours des transports et des manipulations soit évité.

Le titulaire devra prévoir un conditionnement spécifique pour les produits fragiles.

Les colis devront être correctement étiquetés afin de faciliter leur distribution dans les différents sites et bâtiments de l'Université de Rennes.

Le titulaire devra limiter le volume d'emballage des produits livrés et proposera dans la mesure du possible des emballages mono-matériaux, ou en carton recyclé.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG Fournitures courantes et services, les emballages restent la propriété de la personne publique.

6.4.2 Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG.

Les fournitures seront acheminées par le titulaire à l'adresse figurant au bon de commande.

Elles pourront également être enlevées par les services techniques de l'Université sur le site dédié indiqué par le titulaire aux heures de livraison fixées avec celui-ci.

Le bordereau de transport sera obligatoirement présenté au réceptionnaire pour signature. Celui-ci assurera les opérations de vérifications simples (exemple : état de l'emballage, etc.). Il pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

6.4.3 Mode de livraison

Fourniture d'après bons de commande

Toute livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison comportant les mentions suivantes :

- le nom du titulaire du marché
- la date de livraison
- le lieu de livraison
- les références et les dénominations des articles livrés
- le numéro de commande s'il y en a un
- les quantités livrées
- les prix unitaires HT

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Le non-respect de l'adresse de livraison, ou toute autre erreur de livraison ou de mise à disposition, entraîne un refus et un retour de la marchandise. Le surcoût du transporteur ou des frais postaux est à la charge du titulaire.

Informations sur les produits : le fournisseur devra proposer un service de renseignement permanent : identification de produits par téléphone, fax ou mail, liste de nouveautés, envoi de catalogues, site web de renseignements, etc.

6.4.4 Lieux d'exécution

Les produits doivent être livrés aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

6.4.5 Informations techniques

Le Titulaire s'engage à fournir à la livraison des équipements toute la documentation technique rédigée en langue française nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant, les notices techniques

descriptives des équipements proposés, les certificats fabricants, ainsi que les certificats de conformité aux normes européennes en vigueur. Toutefois si cette documentation technique ne peut être fournie en français, celle-ci sera acceptée en langue anglaise. Le Titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

6.5 MODALITES DE COMMANDE

Les commandes sont établies par les différents services utilisateurs de l'Université Rennes au moyen de bons de commande indiquant :

- Le numéro et l'intitulé du marché.
- Le numéro de bon de commande.
- La référence aux prix du marché et l'intitulé.
- La désignation de la fourniture.
- Le lieu, la date et le délai de livraison.
- La désignation précise du service émetteur du bon de commande
- La désignation précise de la personne ou du service bénéficiaire de la commande
- Le montant total Hors - Taxes, le montant de la T.V.A. en vigueur, le montant total Toutes Taxes Comprises.
- La référence au devis du Titulaire.

Aucune commande émise par une autre personne que l'ordonnateur habilité ne devra être acceptée par le titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

6.6 DEFAILLANCE DE L'ENTREPRENEUR

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur qui constate que le titulaire du marché ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux bons de commande, lui adressera un courrier de mise en garde d'y satisfaire dans un délai de 10 jours. Passé ce délai, si le titulaire n'a pas déféré à la mise en garde, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier l'exécution des travaux à un autre entrepreneur aux frais et risques du titulaire.

Il s'en suivra le paiement, par l'entrepreneur défaillant, de la différence entre ce qui aurait dû être réglé et de ce qui sera réglé, cette somme fait l'objet d'un procès-verbal de constat des ouvrages exécutés dressé contradictoirement. Sur cette base le décompte de liquidation est établi.

D'autre part, si les difficultés de respect des délais présentent un caractère récurrent, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sans que le titulaire ne puisse réclamer aucune indemnité financière.

7. PRIX ET REGLEMENT

7.1 CONTENU ET FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires qui seront appliqués aux quantités réellement exécutées, ajustables au catalogue du prestataire.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la livraison des fournitures.

Pour le lot 02, les prix de l'accord cadre sont des prix plafonds de référence, exprimés en euros HT et TTC, et mentionnés dans l'annexe financière (BPU) jointe au présent accord-cadre et complétée par le Titulaire. Dans le cadre de la remise en concurrence, le Titulaire ne pourra proposer qu'un prix égal ou inférieur aux prix plafonds de l'accord cadre pour les produits qui y sont listés. Pour les produits non listés au BPU de l'accord-cadre, les titulaires s'engagent à appliquer sur leurs prix publics à minima la remise consentie dans le cadre du BPU de l'accord-cadre.

Contenu des prix : cf. Art. 10.1 du CCAG-FCS.

7.2 PRIX NOUVEAU

Si les besoins nécessitent des fournitures non prévues dans le BPU, le titulaire les intègre dans son devis (exemple : absence de code article BPU) ; le prix unitaire qu'il propose est un "prix nouveau" au sens de l'article 23 du CCAG-FCS, fixé en fonction des conditions économiques en vigueur au mois d'établissement des prix. Le maître d'ouvrage s'assure que le nouveau prix proposé est économiquement le plus avantageux.

Ce nouveau prix deviendra définitif à la notification u bordereau des prix à la date anniversaire du marché.

Les prix nouveaux au sens de l'article 23 du CCAG-FCS sont établis aux conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement du projet de commande.

7.3 PRIX DES REGLEMENTS

Les prix des prestations sont ajustables au tarif (ou au barème) du titulaire et ne varient pas jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux prix pratiqués par le titulaire pour l'ensemble de sa clientèle. Le nouveau barème est appliqué à la date anniversaire du marché.

Clause de préavis :

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier à l'administration contractante par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau barème (ou tarif) avec un préavis de 3 mois minimum avant la date prévue pour l'ajustement, et de manière annuelle 3 mois minimum avant la date anniversaire du marché.

Clause de sauvegarde :

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique de la manière suivante : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence ou à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5,00 % l'an.

7.4 AVANCE

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Les bons de commande > 50 000 € HT et pour lesquels le délai d'exécution est supérieure à 2 mois pourront faire l'objet d'une avance.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance.

Le taux de l'avance est de 30% au regard des dispositions du Décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11, R2191-12, et R2191-19 du code de la commande publique.

Retenue de garantie :

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

7.5 MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

7.5.1 Paiements partiels

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque livraison et décision d'admission distincte.

7.5.2 Demande de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.5 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après l'admission des fournitures.

La demande de paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des fournitures.

7.5.3 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ou de l'éventuel avenant ;

- la fourniture livrée ;
- le montant hors T.V.A. des fournitures livrées ;
- le prix des fournitures accessoires, le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des fournitures livrées ;
- la date.

7.5.4 Facturation électronique

Le Maître d'ouvrage pourra décider de procéder, s'il l'estime nécessaire, à la facturation électronique à ses frais.

Pour cela, il aura prévu l'utilisation d'un service électronique (plate-forme) de traitement, d'archivage et d'échange d'informations de son choix, mis en œuvre pour la gestion de tous les marchés de l'opération.

Le Titulaire et ses Sous-traitants de premier rang éventuels, s'ils sont soumis à l'obligation de transmettre leurs factures par voie dématérialisée, devront transmettre leurs factures via « chorus portail pro » en parallèle de leur envoi via la plate-forme choisie pour la facturation électronique par le Maître d'Ouvrage.

7.5.5 Paiements

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures **doivent** être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante :

ac-sfacturier@univ-rennes.fr

Adresse :

Université de Rennes
Campus de Beaulieu
263 avenue du Général Leclerc
CS 74205 - 35042 RENNES

Identifiants :

N° SIREN : 130030513
N° SIRET : 13003051300019
Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513
Numéro UAI : 0353074B

7.6 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS

7.6.1 Co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à la livraison des ses propres fournitures.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

7.6.2 Sous-traitants

Cf. Article 1.6. du présent CCP.

7.7 DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

7.8 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

8. RECEPTION ET GARANTIES

8.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 27 du CCAG-FCS

8.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 28 du CCAG-FCS

8.3 DECISION APRES VERIFICATION

Cf. Article 29 du CCAG-FCS

8.4 ADMISSION DES FOURNITURES

Cf. Article 30 du CCAG-FCS

8.5 TRANSFERT DE PROPRIETE

Cf. Article 31 du CCAG-FCS

8.6 GARANTIES DES FOURNITURES

Cf. Article 33 du CCAG-FCS

9. PENALITES

9.1 GENERALITES SUR LES PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des fournitures dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les paiements versés au titulaire tout au long de la livraison des fournitures.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG-FCS, il n'y a aucune exonération des pénalités.

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du Titulaire, si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 50.1.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités, il invite par écrit (mise en demeure) le Titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours calendaires. Le Maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, les manquements et/ou retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

La vocation des pénalités est, avant son aspect coercitif, pensé comme un dispositif incitatif mis en place de façon à renforcer la vigilance du titulaire sur des aspects sensibles du marché.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, l'Université de Rennes se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités évoquées ci-dessous.

Le montant total des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant total du marché.

9.2 PENALITES DE RETARD

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante en dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

$$P = \frac{V \times R}{100},$$

Dans laquelle :

P=le montant de la pénalité

V=La valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur correspond au montant des prestations exécutées tardivement.

R=le nombre de jours de retard.

Les pénalités de retard dans la livraison commencent à courir à compter du lendemain de la date de livraison initialement prévue jusqu'à la livraison des fournitures ou jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Les pénalités de retard en cas de rejet total ou partiel des fournitures commencent à courir à compter du lendemain de la date de la décision de rejet jusqu'à la date d'admission des fournitures de remplacement ou jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Aucune pénalité de retard ne sera appliquée au titulaire si le report de la date de livraison est demandé par l'acheteur public ou en cas de circonstances exceptionnelles.

9.3 PENALITES D'INDISPONIBILITE

Lorsqu'un produit est indisponible, il revient au titulaire de prévenir l'émetteur du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, une pénalité de 50 € sera appliquée systématiquement au titulaire du marché lorsqu'un produit est indisponible et que le titulaire a omis de prévenir l'émetteur du bon de commande.

9.4 TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé, celui-ci encourt une pénalité conformément à l'article L.8222-6 du même Code, qui est appliquée dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur notifie une mise en demeure au Titulaire afin de faire cesser l'irrégularité. Le délai laissé au Titulaire pour régulariser la situation et répondre au pouvoir adjudicateur en apportant la preuve de cette régularisation est de 15 jours calendaires. A défaut de correction des irrégularités dans le délai précité, une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 % du montant du marché HT sera appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10. RESILIATION DU MARCHE

Cf. Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint, lorsque le mandataire initial est défaillant eu égard à ses obligations, il appartient au groupement de désigner un mandataire parmi eux. En l'absence de cette désignation dans un délai de 30 jours calendaires, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante du marché devient d'office le nouveau mandataire du groupement.

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La personne publique se réserve le droit de prononcer la résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, et les surcoûts éventuels dans le respect conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'exécution du marché aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût éventuel supporté par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des fournitures admises.

11. ASSURANCES

11.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il a souscrit :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Les attestations doivent être valables en date d'ouverture du chantier pour les activités objet de son marché.

Aucun règlement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les attestations d'assurance contractuelle ou légale.

Cf. Article 9 du CCAG-FCS.

11.2 ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Responsabilité civile.

12. CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES

12.1 CONFIDENTIALITE

En participant à cette mission, le Titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations commerciales, économiques ou administratives. Il s'engage à ne rien divulguer à l'extérieur sans accord formel du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, données, illustrations, documents et décisions dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent Marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation du Marché aux torts du Titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage au Titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

12.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Cf. Articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

12.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires prévues par les documents particuliers du marché.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

13. DEROGATION A LA CLAUSE D'EXCLUSIVITE

S'il le souhaite, l'acheteur public pourra pour chacun des lots de l'accord-cadre se réserver la possibilité de faire appel à un autre fournisseur non titulaire pour des achats occasionnels et dans les circonstances exceptionnelles et les cas strictement justifiés suivants :

- besoin de conseil et absence d'agence du Titulaire à proximité du site de livraison,
- impossibilité pour les titulaires de répondre à une demande de devis dans des délais raisonnables,
- si le délai de livraison, le conditionnement, ou les caractéristiques techniques du produit ne correspondent pas aux spécifications attendues.

14. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation. Cf Article 46.2 du CCAG-FCS.

Si le Titulaire saisit le tribunal administratif dans le cadre d'une procédure contentieuse, il ne pourra porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation. Cf. Article 46.5 du CCAG-FCS.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 – Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Cf. Article 46.4 du CCAG-FCS.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
 Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
 22 mail Pablo Picasso - BP 24209 44042 NANTES Cedex 1
 Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)
 Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

15. DEROGATION CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont les suivantes :

- Dérogation à l'article 14-1 du CCAG-FCS par l'article 9 du présent CCP ;
- Dérogation à l'article 14-2 du CCAG-FCS par l'article 9 du présent CCP ;